ACADÉMIE DE NANTES
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction des services départementaux
de l'éducation nationale
de la Loire-Atlantique

Cerfa
N° 12751*01

Déclaration d'un local hébergeant des mineurs

Annexe

Arrêté du 25 septembre 2006
relatif à la déclaration préalable des locaux hébergeant des mineurs
prévue à l'article R. 227-2 du code de l'action sociale et des familles

Cette déclaration est à renvoyer à la direction *(régionale et)* départementale de la jeunesse et des sports du lieu d'implantation

Cadre réservé à l'administration

Date de dépôt de la déclaration :____/____/____ **N° d'enregistrement du local :** .....

□ Déclaration complète □ Plan des locaux joint □ Plan d'accès joint

Local

Nature

□ Centre de vacances □ Hôtel □ Gîte
□ Etablissement scolaire □ Ferme □ Autre *(préciser)* : .....

Implantation

Adresse : ..... Téléphone : _ _ . _ _ . _ _ . _ _ . _ _
..... Télécopie : _ _ . _ _ . _ _ . _ _ . _ _
Commune : ..... Code postal : _ _ _ _ _
Adresse électronique : .....
Nombre de bâtiments : .....
Nombre de structures mobiles assimilées : .....
Nombre de lits ou capacité de couchage : .....
Chambre d'isolement pour malade : □ Oui □ Non
Date de l'autorisation pour l'accueil des enfants de moins de 6 ans : ____/____/____
Date de l'avis de la direction des services vétérinaires *(si restauration)* : ____/____/____

Alimentation en eau potable : □ réseau public □ ressources privées
Mode d'assainissement : □ assainissement collectif □ dispositif spécifique
Equipements sanitaires : nombre de douches : ..... nombre de W.C. : .....
Mode de production chauffage et eau chaude sanitaire *(préciser)* : .....
Piscine : date de la déclaration en mairie :____/____/____ □ couverte □ en plein air

Caractéristiques E.R.P. *(établissement recevant du public)*

Type : ..... □ Extension type R
Catégorie : .....
Commission de sécurité et d'accessibilité

Date de la dernière visite : ____/____/____ Avis : □ favorable □ défavorable

Remarques éventuelles : .....

Date de l'arrêté municipal d'ouverture : ____/_____/_____

Assurance

Compagnie d'assurance :.....

N° du contrat en responsabilité civile de l'exploitant : .....

Personne à joindre sur place en cas d'urgence

Nom : ..... Prénom : .....

Téléphone : _ _ . _ _ . _ _ . _ _ . _ _ Portable : _ _ . _ _ . _ _ . _ _ . _ _ Télécopie : _ _ . _ _ . _ _ . _ _ . _ _

Adresse électronique : .....

Exploitant

Personne morale

Type : □ Association □ Comité d'entreprise □ Autre (préciser) : .....

□ Société commerciale □ Collectivité territoriale (préciser) : .....

Dénomination sociale : .....

Adresse du siège : ..... Téléphone : _ _ . _ _ . _ _ . _ _ . _ _

..... Portable : _ _ . _ _ . _ _ . _ _ . _ _

Commune : ..... Code postal : _ _ _ _ _

Adresse électronique : ..... Télécopie : _ _ . _ _ . _ _ . _ _ . _ _

Représentant légal : (facultatif pour les collectités territoriales)

Mme □ Mlle □ M □ Fonction : .....

Nom de naissance : ..... Prénom : .....

Nom d'usage : .....

Lieu de naissance : ..... Date de naissance : / /

Personne physique

Mme □ Mlle □ M □

Nom de naissance : ..... Prénom : .....

Nom d'usage : .....

Lieu de naissance : ..... Date de naissance : / /

Adresse : ..... Téléphone : _ _ . _ _ . _ _ . _ _ . _ _

..... Portable : _ _ . _ _ . _ _ . _ _ . _ _

Commune : ..... Code postal : _ _ _ _ _

Adresse électronique : ..... Télécopie : _ _ . _ _ . _ _ . _ _ . _ _

Nature des droits sur les locaux

Propriétaire □ Locataire □ Utilisation à titre gratuit □ Autre □ (préciser) : .....

Je soussigné(e) déclare sur l'honneur :

- *la sincérité des renseignements portés sur ce formulaire,*
- *avoir pris connaissance de la réglementation concernant la protection des mineurs accueillis hors du domicile parental et notamment des articles L. 227-4 à L. 227-12 et R. 227-1 à R. 227-30 du code de l'action sociale et des familles (C.A.S.F.), et des articles L. 2324-1 à L. 2324-4 et R. 2324-10 à R. 2324-15 du code de la santé publique,*
- *m'engager à signaler toute modification des éléments de cette déclaration,*
- *avoir vérifié que les personnes appelées, à quelque titre que ce soit, à prendre part à l'exploitation de ces locaux n'ont pas fait l'objet d'une mesure administrative prise en application des articles L. 227-10 et L. 227-11 du C.A.S.F.,*
- *avoir vérifié que les personnes exerçant, à quelque titre que ce soit, des fonctions dans ces locaux ne sont pas incapables en application de l'article L. 133-6 du C.A.S.F..*

Cachet (personne morale)

Fait le / / à .....

Signature (précédée de la mention manuscrite "certifié exact")

N.B. : le plan des locaux et le plan d'accès sont à joindre à la présente déclaration, et les pièces suivantes doivent pouvoir être présentées lors d'une inspection :

- *le récépissé de déclaration initiale et, le cas échéant, les récépissés des modifications*
- *le contrat d'assurance*
- *l'autorisation municipale d'ouverture de l'établissement*
- *la copie du procès-verbal de la dernière visite de la commission de sécurité contre l'incendie compétente*
- *l'avis de la direction des services vétérinaires (si restauration)*
- *l'avis du service de PMI (protection maternelle et infantile) si hébergement de mineurs âgés de moins de 6 ans*
- *le dossier technique "'amiante"*

Les déclarations mensongères sont passibles de sanctions pénales (article 441-6 du code pénal).

Les informations données peuvent faire l'objet d'un traitement informatisé ; les droits d'accès et le droit de rectification doivent être effectués auprès de la direction départementale de la jeunesse et des sports du lieu de déclaration.